

Classement de l'article | 12 août 2010 | L'Express Ottawa | Par Karine Régimbald  
karine.regimbald@transcontinental.ca

# La Cité collégiale joint les rangs de La Grande Randonnée

Les élèves de La Cité collégiale participeront à la réalisation de La Grande Randonnée qui se tiendra les 25 et 26 septembre prochains dans Prescott-Russell. La présidente de l'établissement d'enseignement, Lise Bourgeois, a invité différents secteurs d'études à prendre part activement à l'événement dont La cité collégiale est dorénavant le commanditaire officiel et ce, pour les trois prochaines années.

«Nos étudiants d'Arts culinaires, de Tourisme et Loisirs et du domaine de la sécurité appuieront la réalisation de La Grande Randonnée de La Cité collégiale en mettant en pratique leur savoir-faire, a fait valoir d'entrée de jeu, la présidente de La Cité collégiale.

Du nouveau à La Grande Randonnée

Pour sa deuxième édition, l'événement a ajouté une soirée de dégustation de produits locaux. Les gens pourront se remplir la panse avec un repas sept services avant d'aller le lendemain dépenser leur énergie dans l'un des circuits vélos ou pédestres proposés.

«Le repas sept services avec vins d'accompagnement aura une saveur bien régionale, puisque les produits d'ici seront à l'honneur. Le souper-bénéfice, au profit du Club des anciens de l'école secondaire catholique de Plantagenet (ESCP) et du Sentier récréatif, sera apprêté par de grands chefs et sera servi le samedi 25 septembre, soit la veille de La Grande Randonnée de La Cité collégiale » a souligné Alain Lapensée, qui est membre du comité organisateur et du Club des anciens de l'ESCP.

Le lendemain de cette soirée frugale intitulée La Randonnée des gourmets, six circuits seront disponibles pour les amateurs de cyclisme et de plein air à vélo ou à pied, à raison de trois circuits à bicyclette de 24, 44, et 88 kilomètres et de trois circuits pédestres de 5, 10 et 15 kilomètres. Les départs se feront tous de l'ESCP sur la route 17 à Plantagenet à compter de 8h30 jusqu'à 10h45.

« Tout comme l'an dernier, nous offrirons trois circuits vélo de 24, 44 et 88 km et nous ajoutons un nouveau circuit de randonnée pédestre de 15 km. Les trajets sont toutefois différents afin de permettre aux participants de découvrir de nouvelles routes et une nouvelle section du sentier », a expliqué Louise Bissonnette, agente de projet au Sentier récréatif Prescott-Russell et membre du comité organisateur.

Les participants pourront bénéficier d'un dîner spaghetti avec bar à salade à leur retour et d'une animation musicale. Le formulaire d'inscription et les détails concernant l'événement est disponible au [www.randonnee-ramble.ca](http://www.randonnee-ramble.ca) et [www.randonneedesgourmets.ca](http://www.randonneedesgourmets.ca).

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article

| 12 août 2010

| L'Express Ottawa

Par Marcel Gauvin

| marcel.gauvin@transcontinental.ca

# Recensement long facultatif

Le député conservateur d'Ottawa-Orléans Royal Galipeau croit fermement que la voie de son gouvernement est la bonne. Selon lui, contrairement à ce qui est écrit dans certains médias le gouvernement conservateur ne se débarrasse pas du formulaire long pour le recensement 2011.

«C'est faux. Nous ne nous débarrassons pas du formulaire long. En fait, nous augmentons le nombre de ménages qui le recevront. Anciennement, vous aviez une chance sur cinq de le recevoir. En 2011, ce sera une chance sur trois. Autrefois, 20 % des ménages recevaient le long formulaire. Désormais, ce sera 33,3 %.»

Cependant, M. Galipeau est d'avis que le caractère obligatoire du formulaire long est indiscret et injustifié. Nous avons donc décidé d'avouer que les citoyens ont le choix de le remplir ou non. Forcer les gens à divulguer des renseignements sous peine de poursuites judiciaires était exagéré.»

D'après Royal Galipeau, «un gouvernement ne devrait pas obliger ses citoyens à lui fournir plus d'information que ce qui est strictement nécessaire. «En toute franchise, c'est une violation du droit des Canadiens au respect de leur vie privée. Si le gouvernement veut obtenir ces renseignements, il peut les demander sur une base volontaire.», croit-il.

Pour sa part, le député fédéral d'OttawaVanier, Mauril Bélanger, est d'avis que d'enlever le caractère obligatoire du recensement n'est pas une bonne idée. «C'est ce qui rend ce sondage crédible. On pourrait économiser 30 millions \$ en gardant le nombre de ménage à 20% et en gardant le questionnaire long obligatoire», propose-t-il.

Mauril Bélanger ne croit pas que le gouvernement conservateur va changer d'avis sur ce sujet avant l'automne et le Parti libéral entend bien soulever cette question dès la rentrée parlementaire.



À la suite des nombreuses lettres reçues de ses commettants, Royal Galipeau a proposé au ministre de l'Industrie, Tony Clement, d'enlever la menace d'emprisonnement tout en maintenant les autres mesures coercitives. Il paraît que le ministre Clement est ouvert à des changements selon M. Galipeau..

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article

| 12 août 2010

| L'Express Ottawa

| Par Marcel Gauvin

| [marcel.gauvin@transcontinental.ca](mailto:marcel.gauvin@transcontinental.ca)

# Formulaire long du recensement: Galipeau défend son gouvernement

Le député conservateur d'Ottawa-Orléans Royal Galipeau croit fermement que la voie de son gouvernement est la bonne. Selon lui, contrairement à ce qui est écrit dans certains médias le gouvernement conservateur ne se débarrasse pas du formulaire long pour le recensement 2011.

«C'est faux. Nous ne nous débarrassons pas du formulaire long. En fait, nous augmentons le nombre de ménages qui le recevront. Anciennement, vous aviez une chance sur cinq de le recevoir. En 2011, ce sera une chance sur trois. Autrefois, 20 % des ménages recevaient le long formulaire. Désormais, ce sera 33,3 %.»

Pendant, M. Galipeau est d'avis que le caractère obligatoire du formulaire long est indiscret et injustifié. Nous avons donc décidé d'avouer que les citoyens ont le choix de le remplir ou non. Forcer les gens à divulguer des renseignements sous peine de poursuites judiciaires était exagéré.»

D'après Royal Galipeau, «un gouvernement ne devrait pas obliger ses citoyens à lui fournir plus d'information que ce qui est strictement nécessaire. «En toute franchise, c'est une violation du droit des Canadiens au respect de leur vie privée. Si le gouvernement veut obtenir ces renseignements, il peut les demander sur une base volontaire.», croit-il.

Pour sa part, le député fédéral d'OttawaVanier, Mauril Bélanger, est d'avis que d'enlever le caractère obligatoire du recensement n'est pas une bonne idée. «C'est ce qui rend ce sondage crédible. On pourrait économiser 30 millions \$ en gardant le nombre de ménage à 20% et en gardant le questionnaire long obligatoire», propose-t-il.

Mauril Bélanger ne croit pas que le gouvernement conservateur va changer d'avis sur ce sujet avant l'automne et le Parti libéral entend bien soulever cette question dès la rentrée parlementaire.

À la suite des nombreuses lettres reçues de ses commettants, Royal Galipeau a proposé au ministre de l'Industrie, Tony Clement, d'enlever la menace d'emprisonnement tout en maintenant les autres mesures coercitives. Il paraît que le ministre Clement est ouvert à des changements selon M. Galipeau..

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

12 août 2010 | Le Droit | *MARIEMARIEVASTEL VASTEL LaLaPressePresseCanadienne Canadienne*

# Le fédéral fait un pas en arrière

Le gouvernement fédéral a reculé pour une première fois dans le dossier du formulaire détaillé obligatoire de recensement, hier, et a annoncé qu'il ajouterait deux questions sur les langues officielles au questionnaire court.



ARCHIVES, La Presse Canadienne

**Les conservateurs ont reculé pour une première fois dans le dossier du recensement hier. Deux questions sur les langues officielles seront ajoutées au questionnaire court, a annoncé le ministre Clement.**

---

Le ministre de l'Industrie, Tony Clement, a plaidé, en entrevue téléphonique, que le gouvernement procédait à ces changements, entre autre, afin de « respecter ses obligations légales, en vertu de la Loi

sur les langues officielles ».

Ce recul survient quelques heures après que la Cour fédérale eut accepté d'entendre de façon accélérée la requête de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), visant à empêcher le fédéral de rendre volontaire le formulaire long.

Le gouvernement Harper cède ainsi aux critiques qui ont été émises quant à son obligation de respecter la Loi sur les langues officielles, même si le ministre Clement a nié tout lien avec l'annonce d'hier.

La bataille continue

La bataille est loin d'être gagnée pour les troupes conservatrices, qui n'ont pas l'intention de revenir sur leur décision de rendre le formulaire détaillé facultatif.

Des experts, des membres de la société civile et les partis d'opposition — ainsi que certains gouvernements provinciaux — réclament que le formulaire détaillé demeure obligatoire, car le fédéral ne détiendra plus des données aussi fiables qu'auparavant, arguent-ils tous.

La FCFA, elle, estime qu'en retirant le caractère obligatoire du formulaire détaillé, le gouvernement Harper contrevient à la Loi sur les langues officielles. Car le formulaire long contient cinq questions portant sur la langue officielle qu'utilisent les Canadiens à domicile et au travail, des données qui servent à déterminer à quels endroits au pays les services seront offerts aux minorités linguistiques, plaide la Fédération.

Le ministre Clement a indiqué, à titre de compromis, hier, que le questionnaire court, qui demeure quant à lui obligatoire, compterait désormais deux questions supplémentaires.

Les Canadiens se feront désormais demander s'ils parlent « suffisamment bien le français ou l'anglais pour mener une conversation », la langue qu'ils parlent le plus souvent à la maison, et s'ils parlent régulièrement d'autres langues.

Jusqu'à maintenant, le questionnaire court de recensement ne posait qu'une seule question sur les langues officielles aux répondants, à savoir quelle est la langue qu'ils ont apprise en premier lieu à la maison et qu'ils comprennent encore.

Mais si le fédéral a reculé, les compromis s'arrêteront là, dit le ministre Clement. « Nous sommes très à l'aise avec ce que nous avons maintenant », a-t-il martelé.

Projet de loi à la rentrée

Outre l'ajout de questions, les conservateurs déposeront par ailleurs un projet de loi, à la rentrée parlementaire, afin de décriminaliser « toutes les enquêtes à participation volontaire administrées par le gouvernement », y compris le recensement, « afin de lever les menaces d'emprisonnement », a précisé M. Clement dans sa déclaration écrite.

Les troupes de Stephen Harper plaident, depuis qu'ils ont annoncé le changement au recensement, fin juin, qu'il est déraisonnable de menacer les Canadiens d'une peine de prison s'ils ne répondent pas au formulaire détaillé, et ce, même si les partis d'opposition se sont maintes fois dits d'accord pour éliminer cette sanction.

Le gouvernement arguait toutefois également que les questions « intrusives » du formulaire long de recensement portaient atteinte à la vie privée des citoyens canadiens.

Mais les partis d'opposition, appuyés de nombreux experts et d'anciens dirigeants de Statistique Canada, répliquent qu'un questionnaire volontaire n'offrira pas la même qualité de données.

En cour fin septembre

À la fin septembre, le gouvernement Harper sera confronté à la FCFA, qui a gagné son pari en Cour fédérale hier.

Dans sa décision rendue hier matin, la juge Roza Aronovitch fait valoir que la Fédération avait bel et bien démontré l'urgence de trancher.

Et afin de permettre à la Fédération d'obtenir un jugement avant la mi-octobre — date limite, selon la FCFA, pour que la décision puisse être renversée —, la juge Aronovitch a statué que l'audition de sa demande de contrôle judiciaire serait entendue les 27 et 28 septembre.

12 août 2010 | Le Droit | GUILLAUMEGUILLAUME ST-PIERRE [gstpierre@gstpierre@ledroit.ledroit.com](mailto:gstpierre@gstpierre@ledroit.ledroit.com)

# Le CALACS reçoit 120 000 \$

## Pour « briser les tabous » dans les écoles

Les élèves d'une trentaine d'écoles élémentaires francophones de la région et d'une douzaine d'écoles secondaires bénéficieront d'ateliers de sensibilisation à la violence faite aux jeunes et aux agressions sexuelles dès cette année. Grâce à une subvention de 120000 \$ de la Fondation Trillium de l'Ontario (FTO), le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuelles (CALACS) tentera de prévenir le mal avant qu'il ne soit fait et de « briser les tabous », explique la coordonnatrice du centre, Josée Guindon. « Nous voulons éduquer les jeunes sur l'intimidation et les agressions sexuelles, pour qu'ils puissent les reconnaître », précise-t-elle. Mme Guindon souligne qu'encore trop de jeunes victimes d'agressions sexuelles hésitent à en parler, faute de connaître les ressources qui s'offrent à eux.



ÉTIENNE RANGER, Le Droit

**« Trop de jeunes victimes d'agressions sexuelles hésitent à en parler, faute de connaître les ressources qui s'offrent à eux », estime Josée Guindon, coordonnatrice au CALACS. À l'avant-plan : Madeleine Meilleur, députée d'Ottawa-Vanier ; à droite : Lina Deschamps, membre du CA du centre qui lutte contre les agressions sexuelles.**

« Nous voulons les sortir de l'isolement », affirme-t-elle. Plus on en parle, plus c'est facile de dénoncer la violence. »

Le CALACS a conclu des partenariats avec 10 organismes de la région qui ont promis de libérer du

personnel afin d'aller à la rencontre de plus grand nombre d'élèves possible. Les animateurs feront appel à des sketches et des jeux de rôles afin de faire passer leur message.

Les ateliers se dérouleront sur les heures de classe. Mme Guindon a tenu à souligner que, d'après des données obtenues en 2004, une femme sur trois sera victime d'agression sexuelle au cours de sa vie, ajoutant que 90 % de la clientèle du CALACS ont été victimes d'inceste.

Présente lors de l'annonce, hier, la ministre des Services sociaux et Communautaire et déléguée aux affaires francophones de l'Ontario, Madeleine Meilleur, a souligné l'importance de la prévention.

« Les jeunes filles doivent comprendre que leur corps leur appartient, a-t-elle déclaré. Nous devons jeter la lumière sur ce tabou.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



12 août 2010 | Le Droit | PIERRE DUFAULT fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

# ÉmardChabot chef de cabinet du recteur

FRANÇOIS PIERRE DUFAULT

Stéphane Émard-Chabot occupera désormais le poste de chef de cabinet du recteur de l'Université d'Ottawa (Ud'O), Allan Rock.

Avocat de formation, MeÉmardChabot quittera son poste de vice-doyen et professeur à la Faculté de droit, section Common Law, qu'il occupait depuis 2001. Depuis deux ans, il était également Directeur de programme de droit canadien au sein de cette même Faculté.

Le nouveau chef de cabinet du recteur de l'Ud'O oeuvre également à titre de conseiller juridique pour la Fédération canadienne des municipalités et siège depuis deux ans au conseil d'administration du Bureau des services à la jeunesse de la Ville d'Ottawa.

Ex-conseiller municipal

Me Émard-Chabot a siégé pendant deux mandats, de 1994 à 2000, au conseil municipal de l'ancienne Ville d'Ottawa. Il était âgé de 28 ans lors de sa première élection dans le quartier de Bruyère-Strathcona (aujourd'hui Rideau-Vanier). Celui qui a grandi dans le quartier Côte-de-Sable a aussi été président de l'organisme Logement communautaire d'Ottawa de 2002 à 2004.

Deux fois diplômé de l'Université d'Ottawa, Me Émard-Chabot détient un baccalauréat en commerce ainsi qu'un baccalauréat en droit, en plus d'avoir complété un programme d'échange international en administration à l'École supérieure de commerce de Paris, en France.

Il entrera en fonctions lundi prochain.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 12 août 2010 | L'Express Ottawa

# Une nouvelle émission consacrée à la francophonie

Une nouvelle émission d'affaires publiques intitulée RelieF et entièrement consacrée à la francophonie d'ici et d'ailleurs entrera en ondes à TFO en septembre prochain.

«RelieF relie les francophones, les francophiles, les familles et le réseau francophone. On parle des réalisations, des succès et des défis de la communauté, avec profondeur, perspective et questionnement », explique Claude Sauvé, directeur principal, programmation de TFO.

L'émission qui sera animé par Gisèle Quenneville inclura des débats sur des sujets d'actualité, des chroniques autour de questions de société, des revues sur l'effervescence culturelle francophone et des reportages sur les communautés francophones de l'Ontario et d'ailleurs.

«Nos communautés changent et évoluent. Pour être encore plus près d'elles et les représenter avec authenticité, nous avons développé RelieF selon une vision inclusive pour renforcer notre vitalité et notre cohésion francophone à travers l'Ontario et les autres régions du Canada», précise M. Sauvé.

Gisèle Quenneville sera appuyée d'une équipe de journalistes d'Ottawa, Sudbury et Toronto. L'émission sera diffusée du lundi au vendredi à 19h compter du 20 septembre. L'émission pourra également être visionnée en ligne tous les jours au [www.relief.tv](http://www.relief.tv).

(K.B.)

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

12 août 2010 | *Le Droit* | QUÉBEC — *La Presse Canadienne*

# UNE ADEPTE DE SE BLESSE GRIÈVEMENT

Une jeune femme a été grièvement blessée tard mardi soir, à Québec, dans un incident qui a toutes les apparences ducar surfing. Le car surfing est une forme d'acrobatie accomplie sur une automobile en mouvement. On ignore encore si la jeune femme dans la vingtaine prenait place sur le toit du véhicule ou ailleurs. L'incident s'est produit peu avant minuit. Après sa chute, la victime a été abandonnée sur la chaussée, la personne conduisant le véhicule poursuivant son chemin. La jeune femme est toujours hospitalisée, dans un état jugé sérieux, mais stable. « Elle n'est pas en état de communiquer avec les enquêteurs et n'est toujours pas identifiée », a indiqué le porte-parole de la police de Québec, François Bouchard. La jeune femme n'avait pas de pièces d'identité avec elle.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

12 août 2010 | Le Droit | LOUIS-LOUIS-DENISDENISÉBACHER ÉBACHER  
ldebacher@ldebacher@ledroit.ledroit.com com

# Un autre prêtre ottavien accusé d'agression sexuelle

Un deuxième prêtre de l'Église catholique ayant enseigné à l'École secondaire St-Pie X d'Ottawa, dans les années 1970, a été accusé d'agression sexuelle sur un adolescent, plus de trente ans après les événements allégués.

Le Père Kenneth O'Keefe, 79 ans, a été arrêté hier, à Ottawa. Il a quitté sa résidence de Toronto par lui-même, répondant à l'appel des enquêteurs de la Section des agressions sexuelles et de la violence faite aux enfants du Service de police d'Ottawa.

La plainte qui a conduit à l'accusation d'attentat aux moeurs concerne « un contact inapproprié » qui aurait eu lieu à Ottawa en 1972 entre le prêtre de l'Église romaine et un adolescent, indique la police. Kenneth O'Keefe a été placé sous garde. Il a comparu au palais de justice, hier matin, après une courte enquête ayant débuté au mois de juillet.

« Cette enquête ne compte pas d'autres victimes, dit la porte-parole de la police d'Ottawa, Katherine Larouche, mais le but de cette mise à jour est d'encourager d'autres victimes, s'il y en a, de venir faire un rapport. »

## Des réactions

L'archidiocèse d'Ottawa dit collaborer pleinement à cette autre enquête mettant en lumière les problèmes reliés à la pédophilie dans l'Église, dans les années 1970. Monseigneur Prendergast a réagi par communiqué aux allégations portées contre le prêtre basilien, confirmant que l'accusé avait « enseigné dans les écoles secondaires catholiques de la région d'Ottawa, au cours des années 1970 ».

« Nos bureaux ont collaboré avec le Service de police d'Ottawa lors de l'enquête, a fait savoir Mgr Prendergast. Je suis reconnaissant au leadership de la Congrégation des pères basiliens qui a aussitôt assumé la responsabilité de l'affaire qui touche l'un de (ses) membres. »

Mgr Prendergast est revenu sur le premier incident dans lequel un prêtre enseignant à la même école, William Joseph Allen, 80 ans, a aussi été accusé d'agression sexuelle sur des mineurs par la police d'Ottawa, en juillet dernier.

« Je tiens à assurer la communauté de St-Pie X de ma sollicitude pastorale et de mon soutien personnel. Les enseignants, le personnel, les étudiants et les familles d'hier et d'aujourd'hui ont été fiers, à juste titre, de la qualité de l'enseignement catholique donné dans cette institution », poursuit Mgr Prendergast.

L'archidiocèse d'Ottawa n'émettra pas d'autres commentaires, étant donné la nature judiciaire et criminelle du dossier.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 12 Aug 2010 | Ottawa Citizen | BY MEGHAN HURLEY AND ANDREW SEYMOUR

# Priest charged with decades-old sex assault

## Former teacher worked at St. Pius X High School

For the second time in less than a month, a priest who worked at St. Pius X High School in Ottawa has been charged in connection with a sexual assault dating back almost 40 years.

Kenneth O'Keefe, 79, was charged with indecent assault in connection with an incident in 1972. O'Keefe now lives in Toronto.

Sgt. Jeff Webster, with the Ottawa police sexual assault unit, said a former student came forward in July. Webster said the victim was a teen when he encountered "inappropriate contact" with a priest in 1972.

Wearing a dark windbreaker and blue collared shirt, a ridge of wispy white-hair surrounding his bald head, O'Keefe leaned on the glass of the prisoner's box of an Ottawa courtroom during a brief appearance on Wednesday.

At one point O'Keefe waved to a fellow priest who was named his surety before being released on a \$2,000 bond.

Following his release from custody, O'Keefe sat with his lawyer and surety in the hallway of the courthouse and started sobbing. "Will they know my name?" he was overheard asking as a throng of media waited nearby.

O'Keefe, who walks with a cane, was then helped into a waiting taxi.

As part of his release conditions, O'Keefe must live in Toronto. He is barred from having any contact with the complainant, may not be alone with children under 16 or visit any parks, playgrounds, pools, schools or daycares where children under 14 could reasonably expect to be present. He is also prohibited from volunteering or holding any position of trust with children under the age of 14.

The next court date for O'Keefe, who is being represented by a Windsor lawyer, is scheduled for Sept. 1.



Fr. Thomas Rosica, a spokesman for Basilian Fathers in Toronto, said he received a call from O'Keefe on Friday afternoon.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 12 Aug 2010 | Ottawa Citizen | MCCLATCHY-TRIBUNE NEWS

# A life of limbo in Kashmir

**For decades, residents of the Indian-controlled portion of Kashmir have had to deal with work stoppages, curfews and crackdowns. As MARK MAGNIER reports, they've developed a few strategies to cope with the uncertainty.**

Imagine being cooped up in your house for a day, or maybe even a week, unable to work, attend school, buy groceries, visit a doctor. Then imagine months of this, year after year, going back to 1990.



REINHARD KRAUSE, REUTERS

**Children check out the neighbourhood during a curfew in Srinagar. Since 1990, residents of the Indian-controlled portion of Kashmir have been forced to navigate work stoppages, curfews, militant incursions and crackdowns.**

That's the reality for residents of the Indian-controlled portion of Kashmir, who have been forced for decades to navigate work stoppages, curfews, militant incursions and crackdowns.

Even as politicians, bureaucrats and bedecked commanders argue, seemingly endlessly, over the future of a divided region that has sparked two wars between India and Pakistan since 1947, it's the ordinary people who have suffered the most.

"I can't buy anything," said Jalah, 50, a day labourer who uses one name, clutching her few grubby banknotes. "I've gone to the market four times, but nothing's open. And when you find something, the prices are jacked way up."

Constant work disruptions — 1,560 days over the last two decades by some estimates, at \$ 50 million in lost output a day — force Kashmiris to find unique, sometimes ingenious, ways of coping.

Because they never know when government or separatist demands will force another shutdown, many families keep at least a month's supply of rice, flour, sugar and other staples on hand.

Such stockpiling also dovetails with a history of self-sufficiency, born of living in a two-kilometre-high valley where snow blocks the passes for months, and with a tradition of hospitality that dictates preparation of a lavish feast on short notice for any visitors who might arrive.

"It's the Kashmiri culture," said Usman Ahmad, an aid worker in Kashmir with Mercy Corps, a charity group. "We're kind of like squirrels."

For the 20 per cent of the population living hand to mouth, however, such a luxury is impossible.

"Stockpiling, that's for rich people," said Mohammad Yusef Mir, 75, a tea-wallah, boiling a vat of sweet milk tea over a gritty Bunsen burner. His strategy: Skirt the shutdowns whenever possible.

When a work stoppage is called, he'll wait a few hours, then cautiously lift his metal gate and start serving tea. Sometimes he pays the price. Police recently beat the septuagenarian with long sticks, leaving a 30-centimetre-long bruise on his back, when he didn't close fast enough.

"What can we do?" he asked, smoking a hookah beside a heap of fried potatoes with an unnatural, near-psychedelic yellow tint. "If we don't work, we can't eat."

Other shop owners, particularly those selling perishables such as milk, might open at midnight and close at dawn, while most police and protesters are asleep — part of a long-standing game of cat and mouse. Elsewhere, community and religious charities in the Muslim-majority valley organize food kitchens during periods of relative calm.

But these are stop-gap measures, leaving day-worker Jalah's family and others with little choice but to eat less. "We're getting by on rice and salt," she said.

When the violence ebbs, residents race to ATMs and shops, as happened July 4. After a tight curfew was reimposed the next day, however, Srinagar once again looked like it had been hit by a neutron bomb, its buildings intact but its streets largely devoid of people, except for an occasional figure scampering along shuttered storefronts.

When children are sick or lack milk, residents say, people have little choice but to break curfew. But they're often helped by strangers at a moment's notice.

In Srinagar's Batmaloo neighbourhood on one sunny morning, a paramilitary patrol crept along an alley. A few hours earlier, its highpowered weapons had killed a government worker walking past protesters on his way to work, according to family and residents. Almost seamlessly, three women in the path of the patrol melted into a walled-off courtyard.

"If there's trouble, all Kashmiris let you in," said Mir, the tea-wallah. "It's only human."

Not surprisingly, children cooped up for days grow frustrated and stressed. "They inevitably start going crazy," said Javed Ahmed Rather, 45, a pharmacist.

Faced with frequent school closures, some families hire tutors, others home-school. Some Kashmiri students thrive, such as Faesal Shah, 26, the son of a man killed by militants. Shah earned the top score in India's civil service exam this year. But most parents say their children don't get a good education.

"We still have to pay the school fees, whether they go or not," said Bashir Ahmed Dar, 52, a hotel worker and father of three teenagers.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



Article rank | 12 Aug 2010 | Ottawa Citizen

# Priest: Worked at several Ontario schools

Rosica said O'Keefe had been visiting his sister in the Ottawa area when he was arrested. "It's frustration, sadness, anger, but also compassion," Rosica said. "Our hearts go out to anybody who has been hurt or victimized like this."



CHRISTOPHER PIKE, THE OTTAWA CITIZEN

**Kenneth O'Keefe is helped into a waiting taxi after his brief appearance in an Ottawa courtroom on Wednesday.**

Rosica said the Basilian Fathers would help victims in the case pay for therapy.

Rosica said he first met O'Keefe 25 years ago and described him as an "extremely kind" man and a poet.

O'Keefe published a book of his poetry in 2005, which he named *Divine Whispers*.

Rosica said O'Keefe worked as a teacher at several schools in Ontario during his career.

After leaving St. Pius, O'Keefe worked at the Assumption College School in Windsor, the Basilian Fathers of London, the Newman Centre at the University of Toronto and University of Western Ontario and Brescia University College.

O'Keefe retired in 2006 and moved into a retirement residence for Basilian priests in Toronto.

The Catholic Archdiocese of Ottawa issued a statement Wednesday, saying it would continue to cooperate in the police investigation.

"As Fr. O'Keefe is the second priest who taught at St. Pius X High School to be criminally charged in recent weeks, I want to assure the community of St. Pius X of my pastoral concern and personal support," Archbishop Terrence Prendergast said in a statement. "The teachers, staff, students and families — past and present — have been rightly proud of the quality of Catholic education that has been offered at the school."

Last month, Rev. William Joseph Allen, 80, was charged with three counts of indecent assault. The charges followed a police investigation into alleged sexual assaults involving two teenage boys dating



back 40 years.

The investigation, which began in March, examined a "series of inappropriate acts" between the Roman Catholic priest and two teenagers in Ottawa between 1970 and 1976, police said.

The assaults took place on St. Pius X High School property and church property and in private encounters, police said.

Police won't say if they believe the two cases are linked in any way.

Anyone with information about the cases is asked to contact the Ottawa Police Service sexual assault/child abuse section at 613-2361222 extension 5944, or Crime Stoppers at 613-233-8477.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)



## Francophone group wants city grant to convert school

By JON WILLING, CITY HALL BUREAU

Last Updated: August 11, 2010 4:54pm

A francophone group could receive a \$1.94-million grant from taxpayers to help build a social services complex at a former school in west Ottawa.

The city bought Grant School from the public school board for \$3.9 million in March 2008 with the intention of making the property available to the Centre multiservices francophone de l'Ouest d'Ottawa.

In a proposal going to councillors, the city would sell the entire 5.11-acre property on Richmond Rd., near Pinecrest Rd., for the market value of \$3.94 million, but because of the grant, the city would only recoup \$2 million from the sale.

The francophone group wants to build a \$55-million centre that would house community groups, a family health centre, daycare, dental clinic, long-term care facility, housing co-op and other programs.

The group has been fundraising and has received upper-tier government support.

Bay Coun. Alex Cullen, who represents the area, said the group is worthy of the city grant because it will provide services to a large segment of Ottawa's population.

According to city statistics, there are 28,000 francophones living in west Ottawa, which is considered the area west of Bronson Ave. The residents account for 20% of the city's total francophone population.

"For me it's a win-win," Cullen said. "We get to retain a neighbourhood asset."

The exterior of the former school and the landscaping is protected by heritage laws.

The francophone group plans to gut the 30,500-square-foot building and rebuild it for the multi-use centre, which will be open to all residents.

The city has been maintaining the property since March 2008.

If the francophone centre plan falls through after the sale, the city will buy back the property.

Henry Swiech, president of the Queensway Terrace North Community Association, is skeptical about the project.

Although the association supported the redevelopment a few years ago, Swiech feels he's been since kept out of the loop.

The original plan was for the city to keep the building and lease it.

"It seems we're going from being included as a partner in the project to being excluded from it," Swiech said.

The association worries the complex could bring more traffic and noise to the residential community, Swiech said.

Cullen said he doesn't expect any negative traffic impacts for the surrounding neighbourhood.

The corporate services and economic development committee will consider the sale Tuesday.

jon.willing@sunmedia.ca

Article rank | 12 Aug 2010 | Ottawa Citizen | BY DAVE ROGERS

# Group proposes nursing home for francophones

## West-side site of former Grant Alternative School targeted

A francophone group wants to lease the former Grant Alternative School from the city for three years and then convert it into a retirement and nursing home, community centre and medical clinic for French-speaking residents on Ottawa's west side.

The Centre multiservices francophone de l'ouest d'Ottawa (CMFO) expects \$ 50 million to \$60 million in government money to establish the nursing home and retirement residence — with a community centre and gymnasium — at the school site at 2720 Richmond Rd.

In 2007, the same group proposed an \$8-million francophone community service centre for the site. Supporters suggested that the centre could include two francophone dentists, a French-language medical clinic, legal aid, financial services and a counselling service for immigrants.

Bill Neville, vice-president of Centre multiservices, said city council's corporate services and economic development committee next Tuesday was to consider the group's proposal to lease the Richmond Road building for three years for \$105,000 a year and eventually buy it. City council is to vote on the plan on Aug. 25.

The francophone group plans to hire an architect to design a nursing home and community centre at the school. Under the plan, Neville said, the group would have an option to purchase the property for \$2 million. He said the school had a market value of \$3.9 million, but, under the proposed agreement, the city would provide a \$1.9million subsidy.

Built during the 1920s, the old school and its grounds are considered a heritage site as part of the former Britannia Village. Neville said Centre multiservices would preserve the school exterior and build an addition.

" There would be a longterm care residence that would have 117 beds," Neville said. "This is needed because we have so many people occupying hospital beds who are there because there is no room for them in nursing homes.

"The francophone population of the west side of the city is about 28,000 people, but there is no dedicated nursing home that caters to people who want to express themselves in French in the west end. If people want to retire in the French language they might have to go and live in a nursing home in Orléans."

Neville said the project would include a medical clinic staffed by a nurse practitioner and as many as 100 small apartments for elderly francophones who didn't require nursing care. He said the rent for the apartments would be about \$ 2,500 to \$4,000 a month.

" There is no doubt that if you provide this type of facility that government funding is available."

Neville said the centre would probably have a multipurpose gymnasium that could be adapted to include seating for performances and lectures aimed at the francophone community.

Similar centres in the Maritimes and Western Canada had become " beacons" that united dispersed francophone communities, Neville said. He said it would take a year to plan the centre which could open by 2013.

Nearby resident Geoffrey Sharpe said he hadn't heard a word of public consultation about the re-use of the school building. Furthermore, he said, he'd prefer to see the school turned into something that benefited the community as a whole, such as a medical clinic aimed at more than just francophones. The "social-housing" aspect, he said, was particularly objectionable.

"That they're planning on doing this in the summer, when people are on vacation, it seems to me is a serious problem," he said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

## Boy hospitalized by bug bites

Docs tell family to leave community housing unit

By DOUG HEMPSTEAD, OTTAWA SUN

Last Updated: August 11, 2010 10:00pm

Four year-old Arsh Aziz was exhausted from hours of crying. His father never heard anything like it.

Traumatized and bitten all over by bugs, the child spent five days at CHEO last week while doctors in protective clothing treated him.

His parents, Jaff and Darya Woshiar said they were told by hospital staff they should move out of their Ottawa Housing apartment on Shillington Ave.

The CHEO discharge papers confirm the child had insect bites as well as cellulitis, a bacterial infection often associated with insect bites or cuts and abrasions.

At the Woshiar's apartment — on a windowsill — is a Tim Horton's Iced Cappuccino cup, with three different live bugs in it. There's a squish mark from a swatted bug by the front door. Snacks on the coffee table are covered with plastic wrap. Two different types of insecticide can be seen, and Darya is coughing into a tissue — hoarse, she claims, from her constant use of cleaners and bleach.

She also sports insect bites on her shoulder.

Jaff holds up a bottle of insecticide — the label of which has images of different insects on it.

"I have this one," he says pointing at a multi-legged creepy-crawly.

"And I have this one here, also this one a lot, this one."

Many of the apartment's doors and windows are taped-up. At his son's bedroom the child is still asleep, lying on top of the covers.

There's a dark, protruding bite on his ankle about the size of a Cheerio. There's a larger one on the palm of his left hand, about the size of a navy bean, next to another one which is nearly healed. There's a series of smaller bites on his face and two more Cheerio-sized dark bits on his right-hand thumb and forefinger.

Woshiar's not sure what type of insect bit his son, but he knows it wasn't bedbugs.

He's collected the ones he does have and claims to have visited Ottawa Housing's offices with the collection — 10 different types.

"They said don't worry, this is normal," said Woshiar.

Ottawa Community Housing CEO Jo-Anne Poirier clarifies that statement by pointing out this has been a bad year for all types of insect pests. She said the fact that the OCH unit is 35 years old doesn't help matters either.

"We have inspected this unit and plan to do outdoor treatment and caulking," said Poirier. "We are in constant communication with the family and are confident we can work to resolve these issues."

She said tenants shouldn't hesitate to report infestations.

“Don’t feel ashamed, let us know as soon as possible. Every case is investigated.”

The apartment was sprayed last month but the bugs returned two days later.

Since then, Woshlar and his wife have had trouble sleeping.

“We stay up until three in the morning. We just kill bugs. We’re always scratching even when nothing’s biting us.”

CHEO doctors have suggested Woshlar get his son counselling to deal with the trauma of dealing with insects in his home.

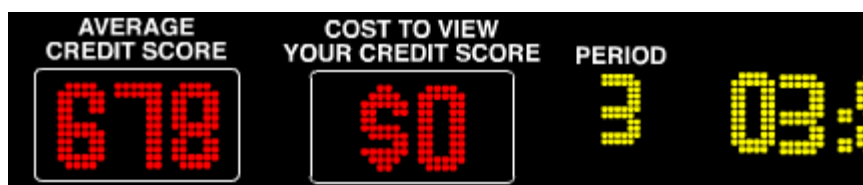
Carleton University entomologist Jeff Dawson said besides bedbugs there are several possibilities of what could have bitten Woshlar’s son.

Probably a type of hemipteran, like kissing bugs — which is what is believed to have killed Charles Darwin.

Assassin bugs, deer flies, mosquitos and black flies are other possibilities.

doug.hempstead@sunmedia.ca

**Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved**

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

## Superbug most resistant ever

By **LAURA PAYTON**, PARLIAMENTARY BUREAU

Last Updated: August 12, 2010 7:30am

OTTAWA – A new superbug is even more resistant than other similar bugs, a Canadian infectious diseases expert said Wednesday.

The bug, known as NDM-1, is untouchable by all but two antibiotics.

Respected medical journal The Lancet reported a study on the bug this week.

“The reason why everyone is a little bit worried at the moment is because this is a very, very resistant organism. It’s more resistant than your normal superbug,” Dr. Johann Pitout, a University of Calgary expert on infectious diseases, said.

The bug is so new, doctors don’t know how it developed or how patients pick it up, though for now it only seems to be transmitted in hospitals in India, Pakistan and Bangladesh.

Doctors don’t yet know what the risk is, he said, but “Canadians who haven’t travelled, no, they don’t have to worry at this moment in time.” But that could change. The doctors who looked at NDM-1 for the Lancet said unprecedented air travel and migration allow the bug to spread fast around the world, much of it undetected until somebody gets sick.

“The potential of NDM-1 to be a worldwide public health problem is great, and co-ordinated international surveillance is needed,” the report’s writers concluded.

Pitout says there was one case in Alberta and likely more in Canada, though he’s not aware of any.

One of the federal government’s top doctors, however, said there’s been only one case confirmed through lab tests, in Vancouver last February.

Dr. Howard Njoo of the Public Health Agency’s of Canada’s Centre for Communicable Diseases and Infection Control says the patient had travelled to India, but didn’t know whether the patient picked up the bug in a hospital.

Njoo says the hospital followed proper procedures and the bug didn’t spread to anyone else in the facility. He says health-care providers need to be vigilant and keep stressing those procedures.

“What’s really encouraging is that all the appropriate infection control measures were put in place, such as isolation of the patient and good technique in terms of (the health-care providers) using gloves and gowns,” Njoo said.

The case wasn’t surprising, he added, because the agency was aware the bug was in India and had been monitoring it for more than a year.

Patients should tell their doctors if they have been to a hospital abroad and best practice for doctors is to ask those questions, the experts said.

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | 12 Aug 2010 | Ottawa Citizen | BY CARMEN CHAI | POSTMEDIA NEWS

# Superbug spreading from India 1

## Bacteria found in two Canadians; drugs, so far, prove ineffective

---

*'There are no new antibiotics available to treat these infections. ... and this particular bacteria doesn't give us any alternatives to work with. The best, most powerful antibiotic we have, this thing can destroy.'*

**MARK TOLEMAN,**  
*British researcher*

---

A new bacteria that has emerged in India — dubbed NDM-1 and which is resistant to even the strongest antibiotics — is quickly spreading worldwide, British researchers say in a report published in the medical journal *The Lancet*.

Two cases have been identified in Canada, one in Alberta and the other in the Vancouver area, and a Canadian medical researcher says that anyone in this country who has been treated in hospitals in India, Pakistan or Bangladesh should visit a doctor to look for the superbug.

Investigators at Cardiff University in Wales say that in just 21/2 years, NDM-1 has been identified in 37 people in Britain, at least 17 of whom had travelled to India or to Pakistan earlier to undergo surgery. The first case was identified in 2008 when European doctors found the bacteria in a Swedish patient who had surgery in New Delhi.

Another 140 cases were recorded in India, Bangladesh and Pakistan. Infected patients were also identified in Australia, U.S., Holland and Sweden, illustrating the superbug's potential to exponentially sweep the planet, said Mark Toleman, a co-author of the report. The fact that it has been identified in several countries in a twoyear span is already "significant," Toleman said.

Scientists are sounding warning bells because they're convinced the bacteria, one of the most stubborn and mobile they've discovered so far, will likely lead to a "major global health problem."

"The potential for wider international spread is clear and frightening," their report states.

Added Toleman: "Through the years, we've seen a number of new resistant genes, but this one is very different. In some ways, it turns us back to before the antibiotic era. It's a very real concern."

British Columbia's public health officer, Dr. Perry Kendall, said the province's only confirmed case, so far, was detected in a patient at Vancouver General Hospital in the spring of this year. Kendall said that the patient had been isolated and appears to have fully recovered, but could not say whether the individual was cured or whether the infection could return.

According to Dr. Jennifer Grant at the hospital, the patient had been admitted to the facility for an unrelated matter immediately after having surgery done in India.

No details were available about the Alberta case.

Researchers have learned an unusual gene popping up in *E. coli* is swapped with different species of harmful bacteria and secretes enzymes that block antibiotics to form the stubborn superbug.

Even though only about 200 cases have been identified worldwide in 21/2 years, a Toronto-based microbiologist says that's enough to cause concern.

"This paper is sending a really important message. It is only the tip of the iceberg, and the number is not relevant because we can't tell how big this iceberg is," said Allison McGeer, a laboratory medicine professor and director of infection control at Toronto's Mount Sinai hospital.

"It is threatening. Enzymes like these spread around the world really quickly and they are jeopardizing our ability to treat common infections," she said.

Johann Pitout, a University of Calgary medical researcher and member of the school's Infectious Diseases Research Group, said Canadians should report recent visits to South Asian hospitals when they return to Canada for medical treatment because they could carry the bug.

"You need to let a doctor know that you've been there. There are many things we don't know yet. We don't know how common the gene is and we don't know what the risk is of picking up the bug," he warned.

Baffled medical experts do not know how to treat their infected patients because the superbug doesn't react to many antibiotics, including carbapenems, a potent mixture of antibiotics typically only used in emergencies.

" There are no new antibiotics available to treat these infections. There are no new future antibiotics available at the moment and this particular bacteria doesn't give us any alternatives to work with. The best, most powerful antibiotic we have, this thing can destroy," Toleman said.

He said researchers were startled when they learned the bacteria was also thriving in the community and not just in hospitals.

Anyone with auto-immune disorders, such as HIV, chemotherapy patients, youth and the elderly, are most vulnerable to falling severely ill to this bacteria, Toleman warned. About a handful of people who had the infection died in South Asia and in Britain, but the researchers can't directly link their deaths to the superbug.

Dr. David Patrick of the BC Centre for Disease Control called it "notable" that people tend to contract these bacteria variations in hospitals and other settings where antibiotics are distributed.

"Health-care facilities anywhere in the world are special places to get more resistant organisms and if you have health-care facilities that use an awful lot of antibiotics loosely, you're much more likely to find highly resistant organisms there than you are anywhere else — even on the street in that country," he said.

Patrick and Grant all stressed that while young and healthy people who have not been hospitalized on the Indian subcontinent so far have nothing to fear from the spread of NDM-1, it is important that Canadians curtail their over-reliance on antibiotics — a major cause of such widespread bacterial variations, they said.

When you do require antibiotics, Kendall said, use them for the full amount of time prescribed. And if you are treated in a hospital overseas, report it to your doctor when you arrive back home.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



Article rank | 12 Aug 2010 | Ottawa Citizen | POSTMEDIA NEWS

# Superbug: 'It is threatening' 1

---

*'There are no new antibiotics available to treat these infections. ... and this particular bacteria doesn't give us any alternatives to work with. The best, most powerful antibiotic we have, this thing can destroy.'*

**MARK TOLEMAN,**  
British researcher

---

Kendall said that the patient had been isolated and appears to have fully recovered, but could not say whether the individual was cured or whether the infection could return.

According to Dr. Jennifer Grant at the hospital, the patient had been admitted to the facility for an unrelated matter immediately after having surgery done in India.

No details were available about the Alberta case.

Researchers have learned an unusual gene popping up in E. coli is swapped with different species of harmful bacteria and secretes enzymes that block antibiotics to form the stubborn superbug.

Even though only about 200 cases have been identified worldwide in 21/2 years, a Toronto-based microbiologist says that's enough to cause concern.

"This paper is sending a really important message. It is only the tip of the iceberg, and the number is not relevant because we can't tell how big this iceberg is," said Allison McGeer, a laboratory medicine professor and director of infection control at Toronto's Mount Sinai hospital.

"It is threatening. Enzymes like these spread around the world really quickly and they are jeopardizing our ability to treat common infections," she said.

Johann Pitout, a University of Calgary medical researcher and member of the school's Infectious Diseases Research Group, said Canadians should report recent visits to South Asian hospitals when they return to Canada for medical treatment because they could carry the bug.

"You need to let a doctor know that you've been there. There are many things we don't know yet. We don't know how common the gene is and we don't know what the risk is of picking up the bug," he warned.

Baffled medical experts do not know how to treat their infected patients because the superbug doesn't react to many antibiotics, including carbapenems, a potent mixture of antibiotics typically only used in emergencies.

"There are no new antibiotics available to treat these infections. There are no new future antibiotics available at the moment and this particular bacteria doesn't give us any alternatives to work with. The best, most powerful antibiotic we have, this thing can destroy," Toleman said.

He said researchers were startled when they learned the bacteria was also thriving in the community and not just in hospitals.

Anyone with auto-immune disorders, such as HIV, chemotherapy patients, youth and the elderly, are most vulnerable to falling severely ill to this bacteria, Toleman warned. About a handful of people who had the infection died in South Asia and in Britain, but the researchers can't directly link their deaths to the superbug.

Dr. David Patrick of the BC Centre for Disease Control called it "notable" that people tend to contract these bacteria variations in hospitals and other settings where antibiotics are distributed.

"Health-care facilities anywhere in the world are special places to get more resistant organisms and if you have health-care facilities that use an awful lot of antibiotics loosely, you're much more likely to find highly resistant organisms there than you are anywhere else — even on the street in that country," he said.

Patrick and Grant all stressed that while young and healthy people who have not been hospitalized on the Indian subcontinent so far have nothing to fear from the spread of NDM-1, it is important that Canadians curtail their over-reliance on antibiotics — a major cause of such widespread bacterial variations, they said.

When you do require antibiotics, Kendall said, use them for the full amount of time prescribed. And if you are treated in a hospital overseas, report it to your doctor when you arrive back home.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 12 Aug 2010 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON | WITH FILES FROM GLEN MCGREGOR

# U. S. police will have access to Algonquin e-mails

## Personal student information to be stored on Microsoft servers

The personal information of thousands of Algonquin College students will soon be stored on computer servers owned by American software giant Microsoft, making it subject to the controversial U.S. Patriot Act.

Starting this September, the college's student e-mail program will be replaced with a new system called Algonquin Live. It's based on the Microsoft "Live@edu" platform supplied free of charge to colleges and universities around the world.

All new and returning students will get an Algonquin Live e-mail address, while college staff will continue using their current e-mail addresses.

Algonquin Live will provide students with 25 gigabytes of online file storage, blogging tools and access to online group calendars and shared documents, said Stephen Abraham, the college's director of information technology services.

And because the program is browser-based, students will be able to access all of the services from virtually any computer or mobile device connected to the Internet.

"That's the new and exciting world of technology and we want to introduce our students to that," he said. The college says it's making the switch because it wants students to develop an affinity for computer platforms that are similar to those many will use once they enter the workforce.

But the change has raised concerns about privacy and security.

Ian D. Allen has taught computer science at Algonquin for 12 years. Until now, he said, student e-mails were kept on Algonquin College servers in Ottawa, where they were managed by college staff and protected by Canadian privacy laws.

If student information is transferred to servers controlled by Microsoft, it will become subject to U.S. security and anti-terrorism laws, including the Patriot Act.

Passed in 2001, the act gives the U.S. government broad powers to access data owned by companies in the U. S. or U. S.-based companies operating in Canada.

"Even if the servers were in Canada and the data remained in Canada, the fact that it's a U.S. company means they are subject to U.S. laws, like the Patriot Act," he said.

Citing its own security concerns, Microsoft won't tell Algonquin where the data will be stored. But Abraham admits some could end up in the U.S. He said the college is "absolutely" concerned about the privacy and security of student data.

Besides conducting surveys and consulting with students about what they wanted in terms of e-mail and online collaboration tools, Abraham said a white paper produced by the Information and Privacy Commissioner of Ontario about privacy implications and the Internet eased his mind.

"We consulted that and are quite comfortable with our way forward," he said.

The rise of Facebook and other social media websites has been driven in large part by many young people who often appear willing to freely share personal information over the Internet, but Allen said Algonquin has a responsibility to inform students their information could be stored on a U.S. server and allow student to opt out.

"I don't see the fine print yet at Algonquin and I don't see a way of opting out," he said.

Abraham said the college is just starting to promote the new system.

He added students can choose to use personal e-mail addresses instead of the new system, but said it would be to their disadvantage.

"If a student says, 'I don't want my information stored in the United States' and, at the same time, they have a Facebook account, they may not understand all of the details and we would make our best effort to describe in more detail to the individual student what the impact and implications might be to them," he said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Autos Careers Classifieds Homes



www.mecasolar.com

The top seller  
in Europe.  
More than  
180 MW in 2008



## Wireless schools blamed for illness

By **SHARON LEM**, QMI AGENCY

Last Updated: August 12, 2010 7:32am

TORONTO - Parents in Simcoe County believe their children are getting sick from WiFi transmitters set up in schools across the region.

Rodney Palmer says his two children at Mountain View Elementary School in Collingwood became ill last year.

"Six months ago, parents started noticing their kids had chronic headaches, dizziness, insomnia, rashes and other neurological and cardiac symptoms, when they came home from school," Palmer, 44, said. "But somehow on the weekends, when they were at home, it would disappear."

After further investigation, parents began to suspect it was caused by the exposure to electromagnetic fields from the wireless Internet transmitters in school classrooms.

Palmer said the intensity of the microwave signal in his daughter's kindergarten class, was measured to be four times stronger than the signals found at the base of a cellphone tower.

Palmer's five-year-old daughter received a rash on her leg and was listless and tired when she was picked up from school.

His nine-year-old son suffered from headaches, moodiness and a face rash.

Palmer and a group of parents raised their suspicions with the Simcoe County School Board.

"Parents raised the concerns about possible medical ill-effects, but to date we have not received any documentation from a doctor saying a child is ill as a result of wireless technology," said John Dance, the Simcoe County District School Board's superintendent of education.

The school board meets Health Canada's safety standards and the schools are thousands of times lower than the limit for exposure, he said.

Susan Clarke, who studies radio-frequency radiation bioeffects, spoke in Thornbury yesterday about the ill-effects of WiFi technology.

Clarke, a former research consultant to the Harvard School of Public Health, said WiFi deploys microwave radiation at the same frequency as that of a microwave oven.

"A child's brain absorbs this radiation maximally. Children also absorb microwave radiation more readily than adults because they have thinner skulls," she said.

WiFi technology alters fundamental physiological functioning in humans and can cause neurological and cardiac symptoms, Clarke said.

Susan Sperling, spokesman for the City of Toronto, said the municipality has only received one complaint.

"We do keep track of what's going on out there. It's an issue and we're monitoring it," she said.

Toronto District School Board spokesman T.J. Goertz said the school board is conducting a report on WiFi, but it won't be released until the fall.

For more information, go to [safeschool.ca](http://safeschool.ca).

[sharon.lem@sunmedia.ca](mailto:sharon.lem@sunmedia.ca)